

# Vigilances

La lettre du



N°1 : février 2002

## Nous y pouvons tous quelque chose !

Chacun d'entre nous reçoit, chaque jour, des informations de deux types différents. La première catégorie relève de situations découlant du passé. La seconde, préfigure l'avenir. Parfois les signes sont ténus et, pour les percevoir, il faut se montrer vigilant.

A l'heure actuelle, cette vigilance s'impose d'autant plus que nous **vivons une période de profonde mutation** :

La menace soviétique n'est plus ; **un nouvel ordre mondial** n'est pas encore ; de nouveaux dangers surgissent.

Le cloisonnement économique n'est plus ; **les remèdes aux excès de la mondialisation** ne sont pas encore.

La démocratie de masse n'est plus ; **la démocratie de participation** n'est pas encore.

Le travail à la chaîne n'est plus ; **l'organisation sur mesure** n'est pas encore.

L'avenir semble d'autant plus indéterminé que **le changement technologique** s'ajoute aux changements politiques et sociaux : il interagit avec eux et en infléchit le cours. Ainsi, sans que les Etats et les grandes entreprises n'en aient encore pris la mesure, des révolutions culturelles sont-elles en marche.

Dans ce numéro, Alain de Vulpian, fondateur de Cofremca et de Sociovision, s'efforce de circonscrire les principaux défis que pose et va poser la **nouvelle modernité**. Ce sociologue réputé est en train de terminer un livre sur le sujet. Il montre que la balle est dans le camp des « gens ordinaires », c'est à dire de nous tous qui, en nous transformant, en agissant, en créant des réseaux, pesons sur le processus en cours.

Dans ce numéro également nous recensons des effets constatés et/ou prévisibles du passage à **l'euro**. Les « good news » nous semblent déjà plus nombreuses et plus importantes que les « bad news » mais il dépend de nous que le mouvement s'accélère. En tant que consommateurs, nous pouvons faire pression pour plus de convergence fiscale. En tant que citoyens, nous pouvons inciter les hommes politiques à faire preuve de courage.

D'une façon générale, nous nous efforcerons d'éviter l'écueil du suivisme. Nous savons qu'un événement assez visuel pour produire de belles images à la télévision et susciter de l'émotion n'est pas nécessairement annonciateur d'avenir. L'actualité ne trouvera sa place dans **Vigilances** que dans la mesure où nous pourrons répondre à trois questions : **Pourquoi est-ce important ? En quoi cela nous concerne ? Qu'est-ce qu'on y peut ? L'idée est mettre le lecteur en position d'acteur et non pas de voyeur.**

Cette démarche active nous paraît d'autant plus utile que les nouvelles rapportées par la plupart des médias n'incitent ni à bouger, ni à entreprendre, ni même à espérer. La prise de conscience du désordre mondial et de l'étroitesse des marges de manœuvres nationales est sans doute nécessaire mais certainement pas suffisante. Mobiliser les potentiels latents, éclairer les choix, pousser à l'action vers le meilleur plutôt que vers le pire, telle sera l'ambition de **Vigilances**.

Marc Ullmann

## Sommaire

**Euro** : pages 2 & 3

**Risques et chances** : page 4

**Les défis de la « nouvelle modernité »** : pages 5 à 8

**Lu, vu, entendu** : page 9

# Euro



## GOOD NEWS

## BAD NEWS

### Dans l'Euroland

- **Environ 14 milliards de nouvelles coupures** et 50 milliards de nouvelles pièces ont été mises en circulation en « Euroland » sans incident majeur. Partout, sauf en Italie, les citoyens ont semblé pressés d'effectuer l'échange. Et, partout, l'humeur était bonne. Ainsi, la plus grande opération logistique jamais réalisée en temps de paix a parfaitement fonctionné.
- **Aux yeux des Allemands**, le mark n'était pas seulement un instrument d'échange : il était le symbole d'une puissance recouvrée de façon pacifique et un élément constitutif de l'identité nationale. On aurait pu craindre que l'abandon de cette « monnaie-drapeau » éveille l'hostilité. Or l'euro a été accueilli avec bonne humeur par les Allemands. Cela devrait encourager les autres européens, notamment les Français, à abandonner une fois pour toutes leurs doutes et leur méfiance quant à la sincérité du sentiment européen des Allemands.
- **« T'as pas 100 balles à me prêter ? »**  
« Non, pas même une thune ! »  
Ce genre d'expressions existe dans toutes les langues. Avec l'euro, il va falloir réinventer. Tant que cette difficile (r)évolution culturelle n'aura pas été accomplie, la monnaie unique aura beau être dans les portefeuilles, elle n'aura pas complètement conquis les cœurs.
- **Le changement d'échelle de valeur** risque de poser problème. Le smicard qui va recevoir quelque 900 euros peut notamment se sentir appauvri et avoir des réactions irrationnelles en matière d'épargne et de consommation.
- **Les nouveaux billets contiennent des secrets de fabrication** tels que les contrefaçons ne peuvent pas être parfaites. Mais des commerçants peu habitués risquent de se laisser tromper par des contrefaçons imparfaites. Et ce qui est vrai en « Euroland » l'est encore plus ailleurs.

### Dans l'Union européenne

- **Environ deux tiers des Anglais**, selon les derniers sondages, croient que l'euro remplacera « inévitablement » la livre sterling et que ce sera fait « avant dix ans ». En novembre 2000, ils étaient moins d'un tiers à être de cet avis.
- **Les prix affichés en euros** rendent les comparaisons plus faciles pour les consommateurs. Comme les écarts entre les prix affichés dans les différents pays sont largement dus à des disparités fiscales, on peut s'attendre à ce que les consommateurs fassent pression pour plus de convergence.
- **Dans l'Eurogroupe, les ministres des finances** des douze pays membres n'ont pas de pouvoirs particuliers sur le budget communautaire. Ils doivent passer par les quinze de l'Union européenne, c'est à dire, notamment, convaincre les Anglais.
- **Les pouvoirs financiers de l'Union européenne** sont limités puisque, pour l'essentiel, les Etats restent maîtres de leurs politiques budgétaires et fiscales. D'où le risque de divergences en cas de chocs jugés « asymétriques ». L'Union monétaire latine, instituée en 1865, n'a pas résisté à de telles divergences.

## Euro fort ou euro faible

- **La géographie reprend vite ses droits !**  
En moins de deux semaines, l'euro est devenu la monnaie de référence des pays d'Europe centrale et orientale. Normal puisque le commerce de toute cette zone est essentiellement orienté vers l'Union européenne et, en particulier, vers l'Allemagne !
- **La majorité des marks** détenus par des particuliers dans les pays de l'Europe du centre et de l'Est ont été échangés en 2001 contre des dollars. Selon des estimations de source allemande, cette défiance à l'égard du futur euro a entraîné des échanges marks/dollars d'une valeur au moins égale à 30 milliards de marks.
- **Les banques centrales du Japon**, de la Chine et de Taïwan sont championnes du monde en réserves de change. Soucieuses de ne pas avoir tous leurs œufs dans le panier américain, elles s'apprêtent à acheter des euros. Cette stratégie ne découle pas seulement d'une volonté d'équilibre politique. Elle repose aussi sur un raisonnement économique. Selon des banquiers asiatiques, l'émission de liquidités par M. Greenspan est d'une telle ampleur que, tôt ou tard, il y aura une baisse du dollar et hausse de l'euro. Peut-être même une hausse trop forte au goût des exportateurs européens !
- **La plupart des économistes** estiment que la reprise sera plus rapide et plus forte aux Etats-Unis qu'en Europe. Ils s'attendent donc à ce que l'euro reste faible par rapport au dollar. Certains ajoutent que l'élargissement de l'Union européenne aux pays relativement pauvres de l'Europe du centre et de l'Est coûtera très cher et pèsera donc sur la valeur de l'euro. Ce raisonnement est particulièrement répandu parmi les banquiers suisses.

## Alertes



### Vers des sociétés libertaro-policières

« Plus une société se libère des contraintes et des contrôles sociaux (...), plus elle a besoin de flics pour subsister. » C'est, selon **Jacques Julliard**, le « paradoxe du monde moderne ». Car le triomphe de l'individualisme dans les démocraties occidentales a une double conséquence. D'une part il conduit à une exigence toujours plus grande en matière de liberté individuelle, d'autre part il fait exploser les instances de contrôle collectif de la société sur elle-même : familles, écoles, églises, syndicats ne remplissent plus leur rôle de créateurs de lien social et civique. La « demande sécuritaire » n'est que le reflet de cette évolution : elle exige que des moyens de contrôle soient mis en place pour palier les déficiences des institutions « traditionnelles ».

Une récente étude menée par **Sociovision** montre que ce paradoxe n'est pas seulement perceptible au niveau « macro-social » mais qu'il est de plus en plus inscrit dans chaque individu. Dans cette étude, il était demandé aux personnes interrogées si elles étaient favorables à ce qu'il y ait plus de policiers dans les rues, et, par ailleurs, si elles étaient pour la légalisation du cannabis. Les résultats, comparés à ceux d'études antérieures, montrent que les personnes favorables à la fois à une présence policière accrue et à la légalisation des drogues douces sont de plus en plus nombreuses. Plus de liberté individuelle, plus de sécurité : « Les sociétés de demain seront libertaro-policières » affirme Jacques Julliard.

### Les terroristes « groggy » mais pas « KO »

En misant sur une propagation des révoltes islamistes, Ben Laden espérait mettre la main sur le pétrole saoudien et la bombe atomique pakistanaise. Il a perdu sur les deux tableaux. Mais attention ! Juste après le traumatisme du 11 septembre, l'opinion occidentale a eu tendance à surestimer le risque terroriste. Après l'impressionnante parade militaire des Américains en Afghanistan, elle a tendance à le sous-estimer. Vigilance, vigilance !

# Risques et chances



## **Les entreprises françaises très en retard pour l'adoption des nouvelles technologies**

Dans les années 1990 à 1995, les entreprises américaines investissaient environ 3% du PIB par an dans les Nouvelles Technologies de l'Information (NTIC), alors que les entreprises françaises n'investissaient que la moitié. La France a ainsi accumulé un retard important dans l'usage des nouvelles technologies, notamment dans l'équipement en PC et en réseaux.

La situation ne s'est pas améliorée dans la période 1995 à 2000 : alors que les entreprises américaines ont accru leurs investissements jusqu'à près de 4% du PIB, les entreprises françaises ne sont passées que de 1,5% à 1,7%. L'Europe est d'ailleurs globalement dans la même position, hormis le Royaume Uni qui est dans une position intermédiaire.

Les conséquences sont de deux ordres :

- Une croissance beaucoup plus faible des emplois et de la production dans les secteurs des NTIC eux-mêmes ; celle-ci se traduira, en outre, par une dépendance de plus en plus grande à l'égard des Etats-Unis (le phénomène Internet le montre bien).
- Des avantages compétitifs croissants pour les entreprises américaines qui, en utilisant les nouvelles technologies, se positionnent mieux en terme d'offres et en terme de productivité grâce à la modification/simplification des process.

***Christian Bret (Directeur délégué France Télécom, branche entreprises)***

## **Tendance européenne au durcissement de la droite**

Les sondages ont tranché. Ce sera Edmund Stöiber et non Angela Merkel qui, en septembre, mènera le combat de l'opposition allemande contre les sociaux démocrates conduits par Gerhard Schröder.

Si l'on rapproche ce fait de la popularité dont jouit Silvio Berlusconi en Italie, et si l'on tient compte de la situation politique en Autriche et au Danemark, on peut estimer qu'il existe une tendance au durcissement de la droite européenne.

## **La fin des doubles jeux**

La doctrine du « qui n'est pas avec nous est contre nous » énoncée par le président Bush rend plus difficile le double jeu pratiqué par de nombreux dirigeants musulmans.

Le palestinien Arafat est sommé de condamner toutes les organisations considérées par les Américains comme terroristes. Tant qu'il émettra certaines restrictions, il sera sciemment laissé à la merci de l'Israélien Sharon. Le pakistanais Moucharraf a déjà interdit les partis islamistes et arrêté plus de mille militants mais il devra aller plus loin. Le saoudien Abdallah a encore plus de chemin à parcourir notamment en ce qui concerne les flux financiers. Mais c'est finalement **en Iran que la partie s'annonce la plus dure.**

Jusqu'à présent, un pacte tacite existait entre le « guide » Khamenei et le président Khatami. Comme dans les films policiers, l'un jouait le rôle du gentil flic, l'autre celui du dur ; ainsi le régime pouvait-il être doté d'une vitrine libérale tout en restant inchangé. Maintenant la connivence est amenée à tourner au conflit. Khamenei veut toujours être à la pointe du combat islamiste tandis que Khatami entend réintroduire l'Iran dans le concert des nations.

## **La Chine parie sur les puces**

La Chine importe actuellement 90% des semi-conducteurs utilisés par son industrie et ses besoins en la matière augmentent d'environ 20% par an.

D'où l'abondance de projets destinés, dans un premier temps, à réduire la dépendance et, dans un second, à faire concurrence aux Etats-Unis, au Japon, à Taïwan et à l'Europe. Le fait est d'autant plus remarquable et le pari d'autant plus risqué que, dans ces technologies ultra sophistiquées, la main d'œuvre représente une faible part du coût d'exploitation.

## **Paris : déficit démocratique**

La grande roue qui, au Jardin des Tuileries, domine la place de la Concorde défigure-t-elle la capitale ou complète-t-elle harmonieusement la perspective des Champs Elysées ? La mairie est-elle mieux placée que les Parisiens eux mêmes pour émettre une opinion sur ce sujet d'esthétique ? Dans l'état actuel de la Constitution, un référendum local n'aurait eu qu'une valeur indicative. Mais, venant après la décision des couloirs de bus élargis, son absence peut être considéré comme un signe de mépris technocratique. Attention à ce mal français ! Ceux « d'en bas » risquent de finir par se lasser de la morgue de ceux « d'en haut ».

Vos réactions sur [www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com)

## La nouvelle modernité

### Les Etats et les entreprises en situation de faiblesse

Nous sommes au cœur de ce que le sociologue allemand Norbert Elias a appelé un « processus de civilisation ». Des enchaînements de transformations cumulatives nous conduit ailleurs. Comme en d'autres temps un processus analogue a conduit l'Occident, de proche en proche, de la société féodale à celle des Etats nations et de l'économie de marché. Ces enchaînements ne sont ni voulus ni pilotés. Ils s'imposent à nous. Non pas que nous soyons incapables de les infléchir, mais nous savons rarement le faire délibérément.

**Le processus qui aujourd'hui nous transforme peut être appelé processus de modernisation.** Il a pris corps à la fin du XIXème siècle et tend à gagner la planète entière. Au cours du XXème siècle, il a connu vers 1965 un tournant majeur dont **les événements de Mai 1968 seraient un des symptômes et qui, d'après moi, sépare une première d'une deuxième modernité.** La première était celle des Etats, des grandes entreprises et des technocrates ; la seconde est celle des gens ordinaires.

En quelques dizaines d'années, les expériences qu'ils vivaient ont transformé les gens et leur ont donné un grand pouvoir. **Ils se sont émancipés.** D'individus manipulables et noyés dans la masse qu'ils étaient, ils sont devenus des personnes plus complètes, autonomes et avisées. **Leurs libres interactions et connexions,** s'appuyant sur le foisonnement des technologies de l'information et de la communication, ont nourri la floraison d'une nouvelle socio-économie et l'auto-organisation d'une société vivante et plutôt pacifique.

**De tels changements sont relativement lents** et ne sont clairement perceptibles que sur 20 ou 30 ans. Mais ils touchent à des aspects cruciaux de l'équilibre personnel et sociétal. Par exemple, dans tous les pays pénétrés par la modernité, **le père de famille perd de son autorité.** En 1974, 60% des Français adhéraient à l'idée que le père de famille devait commander chez lui. Ce pourcentage, mesuré par Cofremca année après année, n'a pas cessé de diminuer. Il n'est plus que 30% aujourd'hui. En Suède ou en Allemagne il est inférieure à 20% alors qu'aux Etats Unis il est encore de 45%. Cette perte d'autorité du père de famille n'est en fait qu'un des symptômes de deux changements radicaux : **l'effondrement du tropisme hiérarchique qui affecte aussi bien le prêtre, le médecin, l'expert, le patron que le Premier ministre ;** et l'émancipation des femmes et des enfants qui deviennent des personnes à part entière.

Autre exemple : la relation entre un parent et son jeune enfant devient plus affective et physique ; moins froide et intellectuelle. En 1979, 27% des Français pensaient qu'il était plus important de maintenir un contact physique avec l'enfant, de le cajoler et le caresser que de lui apprendre avec des mots comment se comporter. Ils étaient 39% en 1990 et 48% en 2000.

**La situation actuelle est caractérisée par un décalage dangereux. Les gens et le tissu social ont plus changé que les grandes organisations massives, les puissants, la société institutionnelle, l'Etat et les méthodes de gouvernement.** Ce décalage produit des effets pervers, des frottements, des malaises. Il laisse des potentiels sous-utilisés, des gisements de vitalité et d'initiatives inexploités. Il met **les grandes entreprises en difficulté** et prend **les Etats à contre pied.** Il induit une contestation globale des élites et de la société dominante. Il fait planer la menace d'une **évolution de nos sociétés vers la violence.** Un coup de société (comme on dit un coup de sang) pourrait se produire. En France par exemple où l'Etat reste particulièrement autoritaire, rigide et envahissant. **L'organisation d'une gouvernance sociétale avisée** devient indispensable.

Alain de Vulpian  
[Vulpian@sociovision.fr](mailto:Vulpian@sociovision.fr)

## Les entreprises massives en difficulté

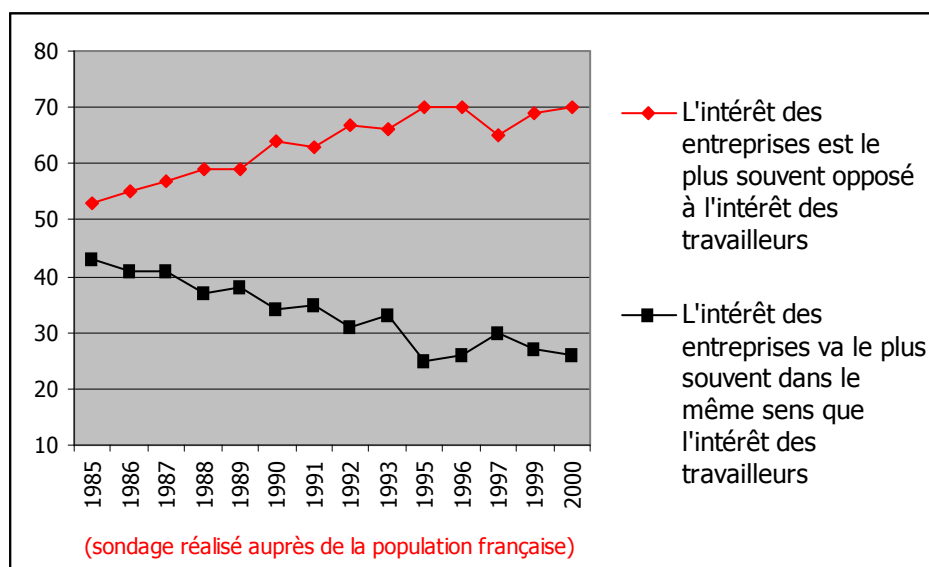
Ce qui avait fait leur force devient handicap : hiérarchie, commandement, répétition, standardisation, bureaucratie. Certes, planétarisation aidant, les grandes entreprises ont pris du poids par rapport aux Etats nationaux et aux centrales syndicales. Mais **elles sont en difficulté face à leurs personnels qui traînent les pieds, à des consommateurs qui leur échappent**, à une société civile qui, avec ses réseaux et ses ONG, les talonne et parfois les boycotte et face à une nouvelle socio-économie qui jaillit d'en bas.

**Elles ont pourtant fait de grands efforts surtout pendant les années 70 et 80 pour s'ajuster au processus de modernisation.** Elles ont atténué la hiérarchie et stimulé les prises d'initiative et l'implication de leurs collaborateurs. Elles ont abandonné le taylorisme, introduit dans la bureaucratie une marge d'informalité et de vie spontanée. Elles ont cherché à personnaliser la relation avec leurs clients, les consommateurs, leur personnel et ont fait quelques efforts pour s'adapter aux mentalités et aux besoins particuliers de chacun. Elles ont paré les protestations écologistes les plus nettement exprimées. Elles se sont ouvertes aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Elles ont cherché, mais souvent de façon très artificielle, à donner du sens à leur activité et au travail en leur sein.

Dans la plupart des entreprises massives, **ces efforts ont été ponctuels et fragmentaires alors que l'ampleur du défi aurait appelé une réinvention globale de l'entreprise.** Ces efforts partiels et limités n'ont pas été suffisants pour en arriver au point où l'entreprise tire pleinement parti des réservoirs d'énergie latente de ses personnels et de son écosystème, où sa vitalité et sa productivité résultent de son ajustement fin à la diversité des motivations et des situations des membres de son personnel et de sa symbiose avec son environnement.

**Au cours des années 90, beaucoup d'entreprises ont été happées par un système de compétition exacerbée pour la valeur boursière et la profitabilité à court terme.** Ne sachant pas trouver la profitabilité dans l'ajustement fin, elles ont cherché à l'obtenir en serrant les boulons, en rendant le travail plus contraint, en fusionnant, en licenciant des personnels.

Du coup, à la charnière des deux siècles, les symptômes de désajustements graves s'accumulent. Un fort sentiment de non appartenance se développe dans les grandes entreprises européennes et Américaines. **La majorité des salariés pensent que leur intérêt propre et celui de l'entreprise divergent. Et ce sentiment gagne les cadres et les dirigeants.**



Même dans l'actuel contexte de crise, la plupart des étudiants des meilleures écoles et business schools préféreraient aller travailler ailleurs que dans une grande entreprise ou dans une administration. Les cadres et employés de 45 à 55 ans travaillant dans de grandes entreprises ou des administrations, interrogés en France, sont nombreux qui rêvent d'une retraite anticipée qui leur permettrait de travailler autrement, comme de vraies personnes plutôt que comme des pions. Les grandes entreprises peinent à s'attacher les meilleurs cerveaux.

**Les consommateurs deviennent rétifs et discriminants.** Ils n'en font qu'à leur tête alors qu'il devient de plus en plus difficile de savoir ce qu'ils ont en tête. Ils sont nombreux à se plaindre de ne pas pouvoir trouver sur le marché les produits ou les services dont ils rêvent et les grandes entreprises massives éprouvent des difficultés croissantes à découvrir et à lancer avec succès des innovations radicales.

Dans la plupart des pays occidentaux, **le public a une bonne image des petites entreprises mais celle des grandes s'est considérablement délabrée au cours des années 90.** On leur reproche d'exploiter leur personnel, de faire travailler des enfants des pays en voie de développement, de procéder à des expériences sur des animaux, de polluer, d'empoisonner notre alimentation, de licencier même lorsqu'elles engrangent des profits, de mépriser les consommateurs et de laisser se dégrader la qualité des services qui leur sont fournis. Des entreprises sont victimes de véritables crises sociétales, de véritables agressions de la part d'ONG s'appuyant sur des vagues d'émotion publique et de boycotts qui peuvent leur coûter cher.

En définitive, la question centrale est : les actionnaires ou l'Humain ? La notion **d'entreprise durable** peut être un moyen de concilier les deux termes de l'alternative. Elle implique de passer d'une entreprise qui se voit comme un mécanisme rationnel face à la bourse et au marché, à une entreprise qui se conçoit comme un organisme vivant. Il est possible que quelques grands patrons dressent l'étendard de l'entreprise durable entraînant dans leur sillage analystes financiers et actionnaires.

### Des Etats pris à contre pied

Depuis le traité de Westphalie (1648) les Etats étaient souverains sur leur territoire national. Or, la nation n'est plus le bon cadre de l'action efficace. **La planétarisation géopolitique et la construction de l'Europe ont institué en fait ou en droit des réseaux d'Etats qui ont entamé la souveraineté de chaque Etat.** Alors que la mondialisation techno-éco-financière réduisait extrêmement leur pouvoir économique. L'évolution socioculturelle et la planétarisation ont, ensemble, nourri une évolution du Droit et de la Justice : primauté des personnes par rapport aux autorités et notamment aux Etats, primauté des droits de la personne humaine sur celui des Etats, droit d'intervention et institution d'une justice internationale.

Plus dans certains pays, moins dans d'autres, mais partout, **l'Etat tel que l'Histoire l'a construit** est pris à contre pied par le processus de modernisation.

- Il commande dans un contexte où le commandement et l'organisation d'en haut suscitent plus d'effets pervers que conformes aux intentions de l'autorité.
- Il se sent l'unique détenteur de l'intérêt général et pense, à ce titre, devoir toujours avoir le dernier mot ou tout faire lui-même
- Il tend à exercer son autorité en tous domaines.
- Sa légitimité démocratique est fondée sur la représentation.
- Il se veut permanent et répétitif, il regarde en arrière, se fige dans des idéologies et des partis pris.
- Il est unitaire, généraliste et standardisateur.
- L'Etat, relayant l'Eglise, a affirmé sa tendance à assister.
- Notre société a plutôt besoin de pilotes habiles, capables, par le dialogue et par des actions catalytiques appropriées, d'infléchir le cours des choses.
- Les régulations d'intérêt général de la société moderne sont naturellement assurées en grande partie par l'initiative citoyenne.
- Dans le contexte de la société moderne, il ne peut préserver la légitimité de son autorité qu'en la gérant avec parcimonie et en en réservant plutôt l'usage aux cas de menace grave.
- Les citoyens modernes sont demandeurs de participation au moins sporadique.
- Pour gouverner efficacement dans la modernité, il lui faudrait de l'adaptabilité, de l'innovation, des visions d'avenir biodégradables et une capacité de diagnostic libérée de préjugés.
- Il lui faudrait être divers, proche du terrain, attentif aux cas particuliers et capable d'intervention aux niveaux où se passent réellement les choses.
- La société de la seconde modernité a surtout besoin de fraternité, de thérapie, de stimulation et de responsabilisation.

L'inadaptation des pouvoirs publics à la modernité dans la plupart de nos pays suscite une désertion des citoyens et des explosions de démocratie sauvage qui permettent souvent à la rue, notamment en France, d'impulser les changements de politique. Bref, les pouvoirs publics sont à réinventer.

### **Une société menacée par l'incivilité et la violence**

Cette société organique, centrée sur la recherche de l'affectivité chaleureuse et qui demande la paix est menacée par la violence.

Principaux processus producteurs de violence et d'incivilités.

- Des parcours éducatifs (foyer familial, école, bandes de copains, médias de communication) sont ratés et pervers. Très minoritaires, ils sont néanmoins très dérangeants. L'enfant et l'adolescent, privés d'affection, nourris de peurs et de douleurs développent une personnalité faible ou prédatrice. **Ils sont incapables de se conduire de façon avisée dans la complexité et la tolérance de la société moderne.**
- Au sein de la société fluide et intercommuniquante des phénomènes d'hostilité, de peur et de rejet produisent, si l'on n'y prend garde, des isolats. Ces corps étrangers peuvent prendre la forme de bandes, de ghettos ou de sectes. **Ils nourrissent des relations d'hostilité avec la société globale.**
- Des gens se sentent laissés pour compte, injustement traités, irrémédiablement pauvres dans une société riche, malheureux dans une société heureuse, assoiffés de liberté et d'épanouissement dans une société contraignante et stressante. **Ils peuvent virer à la contestation violente.**
- La plupart des modernes, lorsqu'ils sont en contact avec des gens hostiles ou qui leur déplaisent, regardent ailleurs. Ils coupent le contact plutôt que de s'engager dans des spirales de conflit. Mais, lorsque **la coexistence est imposée dans des espaces restreints, la bagarre peut éclater.**
- Lorsque l'autorité ancienne manière cherche à s'imposer à des communautés hostiles **elle transforme facilement l'hostilité en violence.**

Aujourd'hui, **ces processus producteurs de violence nourrissent une contre-culture qui fait baigner dans la violence ou l'incivilité une partie de la jeunesse.** Des seuils pourraient être atteints ici ou là qui transformeraient une société naturellement pacifique en une société violente.

Nos contemporains sont inquiets. Chacun et la société dans son ensemble considèrent ces violences comme pathologiques. Partout, en Amérique comme en Europe, s'organisent spontanément des interventions civiques, qu'on pourrait dire thérapeutiques, pour contenir la violence et traiter les processus qui la produisent.

**Cette société vivante ne trouvera probablement pas l'équilibre basse pression dont elle rêve sans une gouvernance sociétale avisée** qui la soignera, l'aidera à accoucher de ses potentiels, la lubrifiera, catalysera ses évolutions positives, stimulera ses énergies, l'empêchera de tourner à la violence.

**Une partie de cette gouvernance est déjà assurée tant bien que mal par des initiatives civiques** qui veillent au maintien d'équilibres entre liberté et cohérence, à la préservation des autonomies et des tolérances, à l'implantation consensuelle de quelques normes très générales, qui cherchent à traiter les poches de malheur, d'éducation perverse ou d'isolement communautaire, qui s'attachent à ce qu'on ne laisse pas en friche de riches potentiels...Nos institutions doivent évoluer pour faciliter le développement de ces initiatives.

**L'intervention des pouvoirs publics semble indispensable pour orchestrer cette gouvernance sociétale.** Mais des pouvoirs publics radicalement renouvelés, considérés comme un ensemble d'instances locales, régionales, nationales, internationales, mondiales et sectorielles qui dialoguent et interagissent entre elles et avec les initiatives civiques. Des pouvoirs publics qui auraient fait l'apprentissage de nouvelles façons de s'organiser et d'intervenir. **Des pouvoirs publics qui auraient retrouvé suffisamment de légitimité et d'autorité pour faire respecter un minimum de règles de vie en société.**

### **L'avenir n'est pas écrit**

**Albert Jacquard et Axel Kahn, Editions Bayard, 254 p., Paris 2001.**

Reconnus pour leur engagement en faveur d'une science « à visage humain », Albert Jacquard et Axel Kahn se retrouvent pour un dialogue, toujours passionnant, mais sans concession sur les grandes questions liées au monde du Vivant. Loin du discours unanimiste – leurs points de vue ne convergent pas toujours –, les deux auteurs s'accordent pour dénoncer les illusions déterministes que font naître les avancées de la biologie et de la génétique. Ils s'élèvent contre les discours « scientistes » qui les accompagnent. Selon eux, les choix éthiques qui engagent l'avenir de l'humanité ne doivent pas être dictés par les seuls scientifiques.

### **Ma vie de patron**

**Jack Welch, Editions Village mondial, 448 p., Paris 2001.**

Le plus prestigieux des industriels américains raconte ce qui est sans doute une des plus grandes réussites professionnelles des 40 dernières années. Entré à General Electric en 1960, nommé président de l'entreprise 20 ans plus tard, la « star » des patrons livre toutes ses expériences – les réussites comme les échecs - et expose les convictions qui ont fait son succès.

Une question demeure cependant : les méthodes de management qui ont permis à Jack Welch de faire de General Electric une des entreprises les plus admirées au monde seront-elles encore pertinentes dans les 20 prochaines années ?

Un livre passionnant, traduit à la va vite, à lire de préférence en anglais.

### **Les naufragés. Avec les clochards de Paris**

**Patrick Declerck, Editions Plon, 458p., Paris 2001.**

« J'ai tout perdu. Puis c'est tout. Y' a que ça à dire », témoigne Paul, 41 ans, dans la rue. Non, il n'y a pas que ça à dire répond l'auteur. Psychanalyste et ethnologue, Patrick Declerck tente, avec *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*, de décrire et d'analyser le monde des clochards, ce monde qu'il a côtoyé pendant plus de 15 ans et de lui redonner ainsi de la « lisibilité » et de l'humanité. Témoignages, expériences vécues par l'auteur lui-même, mais aussi concepts de l'ethnologie et de la psychiatrie sont mobilisés pour penser la vie de ces naufragés qui, presque tous ont subi un traumatisme dans leur enfance. Son expérience le conduit à mettre en doute les politiques institutionnelles de lutte contre l'exclusion.

### **De quoi demain...**

**Jacques Derrida et Elisabeth Roudinesco, Editions Fayard, 316 p., Paris 2001.**

« De quoi demain sera-t-il fait ? ». Cette interrogation de Victor Hugo est pour les auteurs, Jacques Derrida, philosophe et Elisabeth Roudinesco, historienne, le prétexte à un échange dense et passionnant. Comment penser la différence dans l'universel ? La famille a-t-elle encore un avenir ? La liberté se réduira-t-elle demain pour l'homme à l'intelligibilité des contraintes qui pèsent sur lui, ou le désir et l'imprévisibilité auront-ils encore leur place ? Quelles seront les nouvelles formes du racisme et de l'antisémitisme, et comment les combattre ?

Mettant en pratique « la vigilance » qui est, à leurs yeux, la « mission » des intellectuels, Jacques Derrida et Elisabeth Roudinesco abordent ces questions difficiles avec un découpage clair qui incite à la réflexion.

### **Les consolations de la philosophie**

**Alain de Botton, Editions Mercure de France, 258p., Paris 2001.**

Il est des philosophes qui, à travers les époques, partagent « une volonté commune de dire des choses consolantes et pratiques sur les causes de nos plus grands tourments ». Ainsi Socrate peut nous consoler d'être impopulaire, Montaigne de ne jamais nous sentir à la hauteur ou Schopenhauer d'avoir des chagrins d'amour... Richement illustré, souvent surprenant, parfois cocasse, ce livre est un petit manuel de philosophie pratique pour mieux vivre. Pas prétentieux et très intéressant.